



Conseil Municipal

Séance du 1^{er} février 2019

L'an deux mille dix-neuf, le premier février, à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

POUVOIRS : Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Madame Françoise DEBIN, Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir à Madame Anne VERMOTE,

Absents : Monsieur Aymeric DUVAL, Monsieur Didier FERJOUX, Monsieur Sébastien PERE,

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

Intervention du Lieutenant Laurent VALENCHON : Présentation des activités de la Brigade de Jaunay-Marigny et focus sur la situation de Dissay.

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 14 décembre 2018 est approuvé par les membres du conseil sans observation à l'unanimité.

§2- Délibérations

D 1 – Mise en œuvre d'un télé-service pour la saisine par voie électronique des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols avec authentification par France Connect

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L112_2 et suivants

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.410-1 à L.610-4 et R.410-1 à R.620-2

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu la loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative à la simplification des relations entre l'administration et les citoyens

Vu la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique

Vu l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives

Vu l'ordonnance n° 2014-330 du 6 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique

Vu le décret n° 2015-1404 du 5 novembre 2015 relatif au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique SVE

Vu le décret n° 2015-1426 du 5 novembre 2015 relatifs aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique SVE

Vu le décret n° 2016-685 du 27 mai 2016 autorisant les télé-services

Vu le décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016 relatif aux modalités de saisine de l'administration par voie électronique

Vu le décret n° 2016-1491 du 4 novembre 2016 relatif aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique concernant les démarches effectuées auprès des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ou des établissements publics de coopération intercommunale

Vu la circulaire du Premier ministre du 6 novembre 2015 pour l'entrée en vigueur du droit de saisir l'Administration par voie électronique

Vu le décret n° 2018-954 du 5 novembre 2018 modifiant le décret n°2016-1411 du 4 novembre 2016 relatif aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique concernant les démarches effectuées auprès des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ou des établissements publics de coopération intercommunale

Considérant que la possibilité de déposer les demandes relatives à l'occupation et l'utilisation des sols par voie électronique peut être laissée aux administrés, et que les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} janvier 2022 seront instruites par voie dématérialisée.

Considérant que pour exercer son droit de saisir l'administration par voie dématérialisée, toute personne s'identifie et s'authentifie auprès de cette administration selon certaines modalités d'utilisation,

Il est proposé de mettre en œuvre le télé-service « Guichet numérique des autorisations d'urbanisme » de la société OPERIS pour la saisine par voie électronique des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols pour la commune de DISSAY. L'utilisateur s'identifiera et s'authentifiera par le biais de « France Connect » afin de pouvoir formuler sa demande.

Les conditions générales d'utilisation du télé-service « Guichet numérique des autorisations d'urbanisme » permettent de rappeler le cadre réglementaire et formalise des règles de format, de taille pour tout document à fournir :

- un accusé d'enregistrement électronique (AEE) sera remis à l'utilisateur dans un délai d'un jour ouvré à compter de la réception de la demande.
- un accusé de réception électronique (ARE) sera envoyé dans les 10 jours ouvrés afin d'informer l'utilisateur de la bonne réception de son envoi. Il indique la date de réception de l'envoi de la demande, la désignation du service chargé du dossier, ainsi que son adresse électronique ou postale et son numéro de téléphone et enfin les cas de décision implicite de rejet.

- la taille de chaque document est limitée à 5 MO. L'ensemble du dossier ne dépassera pas 200 MO. Les documents seront en format PDF pour les plans et en format JPG et PDF pour les autres pièces. La résolution est aussi encadrée.

La mise en place de ce télé-service, sera communiquée le plus largement possible afin que l'administré en ait connaissance.

L'instruction des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols reste identique conformément au code de l'urbanisme seul le dépôt et le flux diffèrent.

Après délibération, le conseil décide :

- de valider le choix de la mise en œuvre du télé-service « Guichet numérique des autorisations d'urbanisme » de la société OPERIS pour la saisine par voie électronique des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols.
- de valider les conditions générales d'utilisation de ce télé-service définies dans la pièce jointe.
- d'approuver le choix de « France Connect » pour l'identification et l'authentification de l'utilisateur sur le télé-service
- de valider les conditions générales d'utilisation de « France Connect » nécessaires pour la mise en place du télé-service.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Adopté à l'unanimité

D2- Exonération du droit de place, à titre exceptionnel, pour les commerçants non-sédentaires

Compte tenu des travaux de réaménagement du Centre –Bourg et plus particulièrement de la fermeture de la Place Pierre d'Amboise, lieu habituel d'installation des commerçants non-sédentaires, Monsieur le Maire propose d'étudier la possibilité de leur d'accorder, à titre exceptionnel, une exonération des droits de place.

Après délibération, le conseil décide :

- L'exonération totale du droit de place
- Durée de l'exonération de janvier 2019 à juin 2019
- Bénéficiaires Ensemble des commerçants non-sédentaires de la place Pierre d'Amboise

Adopté à l'unanimité

D3 – Mise à jour du tableau des effectifs

Vu la délibération n° 08 du 14 décembre 2018

Considérant la réussite d'un agent au concours d'agent de maîtrise, le tableau des effectifs est modifié comme suit :

Ouverture d'un poste d'agent de maîtrise 35/35^{ème} à compter du 01/04/2019 fermeture à la même date du poste d'Adjoint Technique occupé par l'agent.

GRADE	Poste / service
<u>Administratifs</u>	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Rédacteur Principal 2 ^{ème} classe -35/35°	Non pourvu –
Rédacteur-35/35°	Non pourvu
Rédacteur 35/35	Non pourvu
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe-35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Service comptabilité Investissement / Fonctionnement
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Médiathèque - archives - communication
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
<u>TECHNIQUE</u>	
Technicien principal 1 ^{ère} classe 35/35°	Responsable du service technique
Agent de maîtrise principal 35/35°	Service bâtiment
Agent de maîtrise principal 35/35	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service espaces verts
Adjoint technique territorial 35/35°	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial 35/35°	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial 35/35	Service espaces verts
<u>ECOLEES ET DIVERS</u>	
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe 35/35ème	Non pourvu
Agent de maîtrise - 35/35°	Service cuisine centrale
Agent de maîtrise 35/35°	Service cuisine centrale
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Référent Périscolaire PEV
Adjoint d'animation territorial - 35/35°	Responsable accueil périscolaire TL
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Accueil TL + ALSH
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Responsable ALSH
Adjoint d'Animation principal de 2 ^{ème} classe 35/35	Animation – Secteur Jeunes
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Transport – Cantine maternelle
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Cantine maternelle, transport scolaire
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 34/35	Cantine primaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial- 22/35	Non pourvu
Adjoint technique territorial-35/35°	Non pourvu,

Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 35/35	Non pourvu
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe - 35/35	Non pourvu
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 32/35°	Service de l'école maternelle, garderie
CULTURELLE	
Adjoint du patrimoine 35/35	Médiathèque

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés dits CAE CUI et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas dans le tableau des effectifs.

Après délibération, le conseil approuve cette ouverture et cette fermeture de poste.

Adopté à l'unanimité

D4 – Convention d'échanges dématérialisée entre l'INSEE et la commune

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de conventionner avec l'Insee afin de permettre les échanges dématérialisés pour les données d'état civil.

La convention définit les modalités et conditions du partenariat entre la commune et l'Insee pour la transmission par internet des données de l'état civil.

Après délibération, le conseil décide d' :

- Accepter la convention
- Autoriser Monsieur le Maire à la signer

Adopté à l'unanimité

D5- Subvention exceptionnelle pour le twirling Espoir

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la demande de subvention exceptionnelle présentée par le twirling.

Cette association organise un championnat départemental en individuel et doit acheter des récompenses. Elle sollicite la somme de 150€

Après délibération, le conseil décide d'accorder la somme de 150 € pour l'association Twirling Espoir.

Adopté à l'unanimité

§3 Questions et informations diverses

- Courrier APPUI

Remerciant la collectivité pour le versement d'une aide financière pour les Jardins de l'Appui

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- **Instances communautaires**

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

La séance est levée à 23 h 25

Prochain conseil :

- **15 mars à 19 h 30**
- **29 mars à 19 h 00**